



**Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.**

**Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Ressources Humaines**

**Présents :**

**Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.**

**Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL.**

**Absents :**

**Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Alex LARUE, Béatrice MICHEL, Jean-Luc SAVY.**

## **Ressources Humaines - Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes**

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste en cours de construction et les employeurs publics se doivent de faire preuve d'exemplarité dans cette démarche.

Dans ce cadre, comme le prévoient la loi n°2014-783 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les hommes et les femmes et le décret n°2015-761 du 24 juin 2015, un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes est présenté au Conseil de Métropole.

Ce rapport fait état de l'égalité entre femmes et hommes en mettant en avant, dans un premier temps, cette question à l'échelle du territoire sous l'angle du contrat de ville, du soutien aux associations et de l'élargissement des clauses sociales. Dans un deuxième temps, le rapport détaille la situation sur la politique des ressources humaines de la Métropole en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

La Métropole exerce depuis janvier 2015 la compétence politique de la ville. Douze quartiers prioritaires ont ainsi été définis sur le territoire montpelliérain. L'égalité femmes-hommes constitue l'une des quatre priorités transversales avec la jeunesse, la lutte contre les discriminations, et la lutte contre toutes les formes de replis communautaires.

Tout d'abord, la production de données sexuées sur chaque quartier prioritaire va permettre d'actualiser le diagnostic initial du contrat de ville. Par ailleurs, face au constat du retrait des femmes du marché du travail dans les quartiers prioritaires de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les partenaires engagés dans le Podem-Contrat de Ville ont décidé de traiter de manière intégrée la question de l'égalité professionnelle. Au-delà des actions visant à faciliter l'accès à l'emploi, l'accès à la santé et aux droits, l'accès aux sports et dans le domaine de la citoyenneté sont menées. A titre d'exemple, une étude sur l'état des lieux des discriminations subies permettra d'alimenter un plan territorial de lutte contre les discriminations en 2018.

Au niveau du développement économique, la Métropole soutient des actions de terrains, menées par des associations, sur le champ de l'insertion professionnelle, de l'emploi et de la création d'activités. L'objectif d'égalité femme-homme y est une préoccupation majeure à travers par exemple la lutte contre les représentations.

En seconde partie, le rapport établit un descriptif en matière de ressources humaines. En sa qualité d'employeur la Métropole opère progressivement une politique visant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Celle-ci porte en premier lieu, sur les conditions générales d'emploi, le recrutement, les effectifs, la formation. Afin de compléter le champ de l'observation, les évolutions de carrières, conditions de travail et rémunérations, ainsi que l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle sont analysés. Un bilan des actions menées et des orientations envisagées en terme de ressources humaines y est présenté.

Ce rapport a été présenté au Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole lors de sa séance du 20 décembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport 2017 sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole en matière d'égalité femmes hommes ;
- prendre acte de la transmission de ce rapport et de sa présentation préalable aux débats sur le budget ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,  
**le Président**

  
**Philippe SAUREL**

Publiée le : **1 4 MARS 2018**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**  
Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Rapport annuel sur la situation en matière égalité entre les hommes et les femmes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.